

Féminisme et pacifisme genevois : une tradition qui se perd ?

Autor(en): **Käppeli, Anne-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **71 (1983)**

Heft [11]

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-276998>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le courrier des lecteurs



Féminisme et pacifisme genevois : une tradition qui se perd ?

Cette lettre se réfère au débat dont nous avons rendu compte en page 6.

Il est difficile d'être femme ces jours-ci, en Suisse plus particulièrement.

J'aimerais exprimer ma profonde déception concernant la soirée de débat, mercredi dernier, à l'Institut National Genevois, d'autant plus que c'était la première fois que je participais à une rencontre organisée par l'Association des Femmes Universitaires dont je suis membre depuis peu de temps.

Tout d'abord, j'étais frappée par la composition de la table des conférencières/conférencier qui ne permettait qu'un débat fermé au lieu d'un débat ouvert, véritablement démocratique, mettant en perspective les problèmes de fond d'un sujet si controversé... La controverse aurait pu avoir lieu à partir de la dernière question soulevée par une jeune femme socialiste, elle aurait pu avoir lieu avec les supposés objecteurs que le podium a fait fuir au début et avec les objectrices parties au milieu de la conférence. Mais la manière dont la soirée était conçue, tout était fait pour que les voix de l'autre bord soient rendues muettes et que le dialogue n'ait pas lieu.

J'attendais en effet plus d'esprit critique parmi les femmes intellectuelles genevoises sachant que nous vivons dans une tradition féministe qui dure depuis plus de 100 ans...

Maria Goegg-Pouchoulin, une des premières pionnières féministes n'a-t-elle pas fondé, en 1868, le mouvement des femmes à partir d'un mouvement pacifiste international ? A Genève, nous possédons également les documents de Bertha von Suttner, cette féministe/pacifiste autrichienne qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1905. La génération des femmes pour une grande partie représentée dans les associations féminines établies à Genève n'aurait-elle pas de souvenir de :

— Emilie Gourd, qui, elle, avait maintenu un lieu étroit entre féminisme et pacifisme en étant active au Rassemblement Universel pour la Paix.

— Marguerite Gobat, co-fondatrice de la Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté.

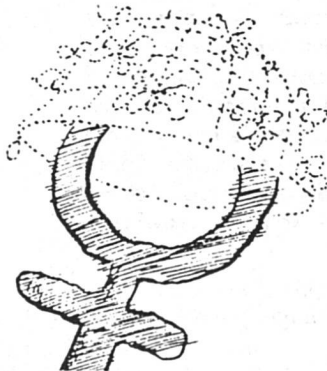
— Hélène Monastier, l'amie de Pierre Cérésole, fondateur du Service Civil International.

— Alice Descœudres, Hélène Gautier, Sarah Brochez et j'en passe.

Pendant les deux guerres et la période de la guerre froide, la branche suisse de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté était très active. Pour certaines d'entre vous, le nom de Dr Gertrud Woker, biochimiste et professeur à l'université de Berne, évoquera la figure

d'une féministe/pacifiste qui a poursuivi la lutte pour la paix malgré les circonstances difficiles de l'époque.

J'ai pensé à toutes ces femmes du premier mouvement féministe lorsque j'ai entendu dans la soirée du 5 octobre l'appel aux devoirs civiques et à notre imagination.



Emanzipation, mars 1983

Qu'est-ce qui fait que dans les associations féminines aujourd'hui la voix pacifiste et internationale de ces femmes, leurs attitudes non compromises ne soient plus perçues ? Le débat du 5 octobre a fait comme si la Suisse devait encore défendre un territoire, des valeurs propres. Mais avec les nouvelles que nous obtenons tous les jours dans une ville internationale comme Genève n'est-il pas évident que la Suisse n'est pas un cas à part, qu'elle a sa manière de se situer *activement* dans la politique de sécurité de l'OTAN ?

Pourquoi maintenir les femmes suisses dans la croyance d'une sécurité communale, cantonale et nationale lorsque nous savons que le feu brûle et s'installe autour de nous ?

Ruth Meyer a déclaré que l'intégration de la femme à la défense générale ne peut être considérée comme militarisation. Je maintiendrai, au contraire, que l'intégration de la femme à la défense générale est un aspect de la version suisse dans la militarisation européenne et internationale. Pourquoi la solidarité des femmes doit-elle être organisée par le département militaire ?

Je me souviens d'un poster des femmes du camp pacifiste de Greenham Common : « You got the right to vote, use it for disarmament »... Ce que j'attendrais des femmes intellectuelles suisses, c'est de s'engager activement dans une lutte pour le désarmement, d'utiliser notre civisme pour avertir l'opinion publique et les femmes suisses de l'irrationalité militariste qui nous pousse à la mort. Qu'aurons-nous à faire sous terre, dans les abris de la protection civile, si les hommes pendant ce temps

effacent toute possibilité de vie sur terre ?

Les frontières étatiques érigées par le pouvoir des hommes ne doivent pas conditionner les femmes à un esprit de civisme national. Peut-être la « voie de l'imagination » pourrait passer par le retour à nos sources féministes/pacifistes d'il y a cent ans et l'intégration de l'expérience écologique de nos jours... Il me paraît indispensable de retrouver parmi les femmes suisses cette radicalité qui fait éclater la menace des blocs idéologiques et nous libère pour une résistance féministe vitale. A partir de là, les questions autour de l'intégration des femmes à la défense générale se déplaceront vers un débat de fond jusqu'à présent évité parmi les femmes en Suisse romande.

Anne-Marie Käppeli,
Chambésy

Retravailler : le mot qu'il faut

Lettre ouverte à Mme Monique Roland
Madame,

Votre lettre ouverte, parue dans FS d'octobre, concernant la dénomination de notre association nous a fort intéressées, mais nous sommes quelque peu étonnées de votre réticence face à ce terme. CORREF — Centre d'Orientation, de Réinsertion et de Rencontre pour les Femmes — donne des stages de réinsertion professionnelle selon la méthode d'Evelyne Sullerot, sociologue française, méthode largement diffusée en France sous le nom de « Retravailler national ».

Le sigle « CORREF » a été adopté en Suisse, tout d'abord à Genève, puis à Lausanne, et il fut complété par la suite par « Retravailler » pour une compréhension plus rapide.

Nous acceptons cependant votre remarque au sujet de son sens apparemment équivoque, surtout pour la femme au foyer, qui ne fait que travailler, il est vrai. Mais transposons-nous dans un groupe d'amies discutant de leur vie. Que disent-elles lorsqu'elles mentionnent leur désir de reprendre une activité professionnelle : « Je veux retravailler ». Nous avons donc voulu puiser dans un vocabulaire courant un terme qui puisse mieux faire comprendre notre sigle.

« Retravailler » est aujourd'hui un terme couramment et officiellement utilisé lorsqu'il s'agit de reprendre une activité professionnelle.

Nous espérons que nos explications vous auront convaincue du bien-fondé de notre appellation et nous vous présentons, Madame, nos salutations distinguées.

Le comité CORREF